

Ouvrages politique

Trois titres à l'actif de Gérard Ella Nguema

S. M.

Libreville/Gabon

L'ancien candidat à la dernière Présidentielle, a récemment, à sa permanence politique sise à Nzeng-Ayong dans le 6^e arrondissement de Libreville, trois livres politiques dont il est l'auteur.

L'ANCIEN candidat à la Présidentielle du 27 août 2016, Gérard Ella Nguema, vient de publier, trois essais politiques. Il les a présentés, récemment, à sa permanence politique sise au quartier Nzeng-Ayong, dans le 6^e arrondissement de Libreville. il s'agit de : "Consciencisme de l'amour", "L'opposition sans frontière" et "Pour une intégration nationale".

Le premier est, selon l'auteur, l'expression d'une idéologie d'un continent dit non-civilisé : « l'Afrique qui toujours suscite la convoitise des maîtres du monde ». Dans son ensemble, "Le Consciencisme de l'amour" est une idéologie politique pour l'Afrique

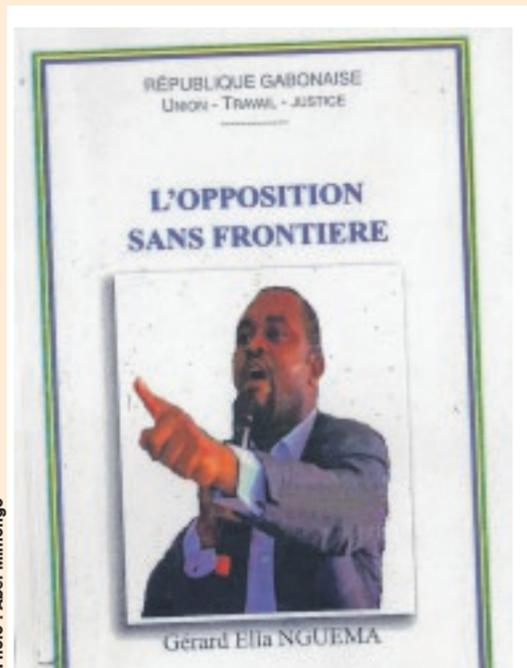


Photo : Abel Mimongo

Les Trois...



Photo : Abel Mimongo

... ouvrages...



Photo : Abel Mimongo

... présentés par Gérard Ella Nguema.

fondée sur le développement durable.

Cette œuvre est expliquée dans son manifeste en deux parties. La première, qui contient les neuf premiers chapitres, traite des concepts clés que sont le "Consciencisme" et "l'amour" en tant que doctrines, la démocratie, le monde rural, le choix des

dirigeants des États, l'éthique sociale, le développement économique, social et culturel. La deuxième partie, en trois chapitres, développe la philosophie du "Consciencisme", l'éthique générale et le rapport entre États.

Le deuxième livre est quant à lui, "une idéologie nouvelle" par laquelle Gérard

Ella Nguema appelle à l'amour, la réconciliation de l'homme avec lui-même, y compris à changer de paradigme. « Pour quoi engendrer tant de souffrance contre nous-mêmes ? Au nom de quoi la fortune, la domination sur l'autre sont des valeurs pour nous ? Qu'avons-nous fait de l'amour, de la solidarité, du

partage, qui sommes-nous devenus ? ». Autant de questions ayant inspiré l'auteur à pondre "L'opposition sans frontière".

Selon Ella Nguema, le troisième ouvrage est quant à lui une réflexion "sépulcrale" par laquelle il pose avec force et vigueur, "notre réelle volonté de vivre ensemble". "Pour une

intégration nationale" est un appel non seulement à l'acceptation de l'autre, mais plus à l'intégration, avec ce que celle-ci comporte comme droits fondamentaux dans nos villages, villes, pays et dans cette Afrique de rêve.

Tribune libre

Le dialogue politique national : « une occasion de réinterroger notre façon de résoudre nos problèmes »

Julien NKOGHE BEKALE *

Libreville/Gabon

LE dialogue politique national voulu par le président de la République, chef de l'Etat, SE Ali Bongo Ondimba est amorcé. Les thématiques qui y seront abordés sont connues et doivent aboutir aux réformes institutionnelles, électorales, à la consolidation de l'Etat de droit, à la modernisation de la vie publique et à la consolidation de la paix et de la cohésion nationale. Ces importantes assises ont ceci de particulier ; c'est qu'elles vont se tenir vingt-sept (27) ans après la Conférence nationale de 1990 et vingt-trois (23) ans après les Accords de Paris de 1994.

Le bilan de ces deux décennies de vie constitutionnelle montre que la démocratisation de notre pays reste encore à parfaire. Le constat qui s'impose objectivement est que notre modèle démocratique ainsi que les institutions qui le sous-tendent ont besoin des réformes consolidantes pour s'enraciner véritablement comme le seul cadre légitime de la compétition politique. En effet, les consolidologues, c'est à dire les spécialistes de la consolidation démocratique considèrent que l'un des meilleurs critères d'appréciation de la solidité d'une démocratie est l'adhésion des acteurs politiques à la procédure démocratique comme instrument de régulation du pouvoir des institutions. Autrement dit, c'est le fait que les ac-

teurs politiques excluent de leur modus operandi, même en situation de crise ou de conflit, toute action s'inscrivant en dehors des procédures démocratiques.

A l'analyse et à l'observation objective du modèle démocratique gabonais, l'on est tenté de dire qu'au Gabon, la démocratie existe sans démocratie, c'est à dire sans l'esprit qui fonde la philosophie politique démocratique : la limitation du pouvoir par le pouvoir. Aujourd'hui, dans quelle mesure pourrions-nous affirmer que les institutions politiques gabonaises sont organisées de manière à ce que « le pouvoir arrête le pouvoir ».

Vingt-six (26) ans après l'adoption de notre Constitution en 1991 et en dépit des modifications subséquentes, le modèle institutionnel gabonais demeure un régime hybride que les constitutionnalistes hésitent à classer dans les démocraties dites « parfaites » en raison de la prégnance des réflexes autoritaires chez les élites dirigeantes, nonobstant, l'existence formelle d'institutions démocratiques.

Certes, les acquis notables ont été obtenus et enregistrés, notamment sur le plan du libéralisme politique, mais la transition vers un véritable Etat de droit démocratique reste encore à réaliser.

Pour améliorer notre processus démocratique dans le sens de la consolidation, il est impérieux que la classe politique, toutes tendances confondues, s'ac-

corde sur les règles minimales du jeu politique à travers des réformes consolidantes.

Réformer la démocratie gabonaise, c'est éviter à notre cher pays d'inutiles conflits politiques aux conséquences désastreuses et dont la signification profonde est à rechercher dans le déficit de dialogue entre élites politiques d'une part et entre élites politiques et citoyens d'autre part.

Pour remettre en selle le projet démocratique auquel les citoyens n'ont cessé d'aspirer légitimement depuis l'indépendance, la voie du salut demeure celle du dialogue démocratique entre tous les acteurs du jeu politique.

A un moment où les mécanismes de régulation sociale sont en crise du fait de la crise de confiance entre les citoyens et les élites, avec la tenue du dialogue politique national en cours, nous avons là une occasion unique, voire historique de réinterroger notre façon de résoudre nos problèmes, d'adopter la posture et la démarche idoines afin de ne pas répéter les erreurs du passé et de sortir de cette fâcheuse tendance à travailler dans l'urgence afin d'imaginer des solutions durables.

Seule l'amorce d'un tel processus peut permettre au Gabon de prétendre à « l'émergence » et d'occuper pleinement et crânement sa place dans la catégorie des pays dits démocratiques par la communauté internationale. En effet, il ne fait aucun doute que la consolidation de la dé-

mocratie ne peut se réaliser sans un minimum de prospérité économique et de justice sociale.

Or, la réalisation de ces deux idéaux est elle-même tributaire de la qualité de la gouvernance démocratique, dans la mesure où le développement est intrinsèquement imbriqué à la dynamique qui organise la compétition politique dans la cité. Démocratie et développement sont donc indissociables et complémentaires.

À cet effet, l'un des enseignements à tirer de la crise socio-politique que traverse le Gabon est que l'émergence d'une classe moyenne induite par la modernisation socio-économique ne saurait combler la quête légitime de liberté, d'égalité et de justice, valeurs cardinales de la démocratie.

Nous avons donc grand intérêt et tout à gagner à asseoir un dialogue démocratique fécond et sincère qui aboutirait à des réformes politiques et institutionnelles consensuelles, gage de stabilité politique et de développement.

Nul doute que beaucoup de propositions, riches et pertinentes, seront formulées et débattues à l'occasion de ces assises. La nature des réformes à mettre en œuvre peut faire l'objet de divergences au sein de la classe politique et la société civile.

Nous identifions deux approches possibles sur l'orientation des réformes politiques et institutionnelles. La première approche est celle de la « Constituante » ; mais cette approche

s'inscrirait dans un cadre extra constitutionnel ; la deuxième approche est celle qui consisterait à considérer que les institutions actuelles sont bonnes et solides. Elles ont juste besoin d'être consolidées. Cette dernière approche, plus réaliste et plus pragmatique, correspond aux nécessités politiques du moment.

Les réformes politiques et institutionnelles touchent plusieurs aspects de notre projet démocratique et tous les acteurs politiques reconnaissent l'opportunité d'un saut démocratique qualitatif à même d'organiser les institutions politiques gabonaises de manière à ce que le pouvoir arrête le pouvoir.

La consolidation démocratique exige que des rapports sains et courtois s'instaurent entre les acteurs politiques, lesquels sont des adversaires et non des ennemis. Une telle posture comportementale procède de l'assimilation des valeurs de tolérance et de « fair-play politique » qui sont essentielles dans la régulation de la concurrence politique.

Nous devons donc saisir cette opportunité, qui nous est offerte par le président de la République, SE Ali Bongo Ondimba, pour poser les fondations de la reconstruction politique de notre pays en vue de franchir une nouvelle étape de liberté et de l'émancipation personnelle de chaque gabonais et de chaque gabonaise.

* Acteur Politique.